



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 20 SEP. 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE/RH

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 1985 régissant le fonctionnement des activités du
CENTRE DE RECHERCHE EN MACHINES THERMIQUES dans son établissement
situé chemin de la Brocardière à DARDILLY ;

VU le rapport du 16 août 2018 de la direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection
des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 21 août 2018 dans le respect des dispositions de
l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées
de constater que le CENTRE DE RECHERCHE EN MACHINES THERMIQUES n'a
pas procédé à la déclaration de l'évolution de ses activités ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions
irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant le dépôt d'un
dossier de porter à connaissance dans un délai de 6 mois afin de régulariser sa
situation administrative ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article
L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité
des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

Le CENTRE DE RECHERCHE EN MACHINES THERMIQUES, 3 chemin de la Brocardière à DARDILLY, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de DARDILLY,
- à l'exploitant.

Lyon, le

20 SEP 2018

Le Préfet,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÈS